

LE RÔLE DES FEMMES DANS LES STRATÉGIES DE SURVIE DES POPULATIONS PAUVRES EN VILLE : L'EXEMPLE DU CAIRE

Nadia KHOURI-DAGHER

INTRODUCTION

On ne sait pas s'il faut encore parler de crise quand on parle de la vie quotidienne de la population du Caire : la ville est passée de 6 à 12 millions d'habitants en l'espace de 10 ans, certains quartiers atteignent les densités records de 1.500 à 2.000 habitants à l'hectare, un tiers de la population n'est pas raccordée au réseau public d'eau, 10 % est toujours dépourvue d'électricité (1). Et la Banque Mondiale estime que 30 % de la population vit en-dessous du "seuil de pauvreté".

Notre propos est de montrer le rôle crucial joué par les femmes pour la survie de la famille, dans une telle situation de dénuement matériel et de crise urbaine. Nous mettrons d'abord en évidence leur apport, sous forme financière, au revenu du ménage : quoi qu'en disent les statistiques, il est loin d'être négligeable. Une autre contribution de la femme, par rapport au revenu familial, aussi précieuse sinon plus que la somme qu'elle peut rapporter, est l'usage qu'elle fait des ressources monétaires familiales : elle joue là le rôle d'un judicieux "manager", qui sait gérer au mieux des ressources limitées. Dans un troisième temps, nous montrerons comment un contexte de crise urbaine aiguë rend d'autant plus nécessaire le temps consacré par les femmes aux tâches domestiques les plus banales : la congestion urbaine décuple le temps quotidien d'approvisionnement en eau, en alimentation... Enfin, nous verrons que le rôle le plus fondamental que les femmes

(1) Dames and Moore. Informal housing in Egypt. Cairo, 1981.

jouent pour assurer la survie quotidienne est peut-être invisible : c'est celui qu'elles jouent comme créatrices de réseaux sociaux fondés sur le voisinage, qui ont une fonction économique, mais aussi, et surtout, qui permettent d'assurer un ajustement moins violent des populations à la vie urbaine.

1. LA CONTRIBUTION FINANCIERE DES FEMMES AU REVENU FAMILIAL : LE VOILE DES STATISTIQUES

L'Egypte est un pays arabe, et, traditionnellement, la femme ne doit pas travailler pour gagner sa vie : ancienne tradition islamique de protection des femmes. Ainsi le taux officiel d'activité de celles-ci n'est que de 6 % (1) taux moyen par rapport aux autres pays arabes, mais dérisoire comparé au taux de 42 % qui caractérise l'ensemble des pays en voie de développement.

Si, pour les classes aisées et moyennes, la mise à contribution de la femme au revenu familial est désormais acceptée (avec toutefois des restrictions quant au type d'emploi considéré comme acceptable), par contre pour la majorité de la population il est impensable que la femme travaille. On entend ainsi un homme affirmer qu'"il se jetterait dans le Nil plutôt que d'être déshonoré si sa femme travaillait", tel autre insulter son épouse en lui disant qu'"aller travailler, c'est tout ce qu'elle mérite", etc... (2).

Bien qu'il soit difficile de distinguer dans ces attitudes la part de tradition islamique - les femmes devant toujours être protégées, et ne pas affronter le contact direct d'"étrangers" (c'est-à-dire d'inconnus) - et celle de la fonction - signe que représente la femme au foyer - signe de la capacité financière de son époux à l'entretenir - la résistance des hommes à la participation économique des femmes, dans les couches populaires, est réelle.

-
- (1) Central Agency for Public Mobilization and Statistics (CAPMAS) - The 1976 Population Census. Cairo. Ce taux est celui des femmes âgées de plus de 15 ans ; notons qu'il est de 73 % pour les hommes.
- (2) On trouvera des illustrations de l'attitude des couches populaires face au travail féminin dans les riches récits de Unni Wikan (*Life among the poor in Cairo*, Tavistock, London, 1980), de Nayra Atiya, (*Khul-Khal, five egyptian women tell their stories*, Cairo University Press, Cairo, 1984), et Nawal el Saadaoui (*La face cachée d'Eve, les femmes dans le monde arabe*, Ed. des femmes, Paris, 1982).

Pourtant, la contribution de la femme au revenu du ménage est loin d'être négligeable. Bien que le taux officiel d'activité des femmes soit très bas - et même pour la ville du Caire il ne dépasse pas 12 % - tout porte à croire que ce taux sous-estime terriblement la réalité. Ainsi, il n'y aurait eu en 1976 dans tout le pays que 615 sténodactylos ; et 700 femmes dans l'industrie électronique, alors que dans une seule usine on en dénombrait le double ! (1).

Si cette sous-estimation dans les statistiques du nombre de femmes actives est courante dans les pays du Tiers Monde - faiblesse des moyens d'enquête statistique, fausses déclarations des employeurs - elle est encore plus importante ici, dans le cas d'un pays arabe. En bref, nous disposons de deux sources de données sur l'emploi en Egypte : le "Population Census", et l'"Employment Survey", publiés par l'office national des statistiques, le CAPMAS. Or :

- les employeurs déclarent toujours moins de femmes qu'ils n'en emploient réellement : ils les considèrent comme du "personnel temporaire" (en réalité utilisé de façon systématique), ou bien, s'ils les déclarent, les comptent comme des "1/2 employés" (!), reconnaissant pourtant que leur productivité est souvent supérieure à celle des hommes (2).
- lors de l'enquête sur la population, l'homme interrogé aura souvent honte d'avouer que sa femme travaille : tout au plus avouera-t-il qu'elle l'"aide parfois" dans sa boutique ou son atelier. En outre, beaucoup d'hommes interdisent à leur épouse de travailler, même si elle exerçait une activité avant son mariage : la femme travaillera donc à l'insu de son mari - et se gardera bien de le déclarer.

Il n'est que d'avoir partagé quelque temps la vie de ces populations défavorisées pour mesurer l'ampleur du travail féminin caché : ici, ce sont des femmes qui assemblent des montres-jouets pour enfants ; là des jeunes filles qui empaquettent des boîtes en plastique ; là encore des jeunes filles sont dans un atelier de tissage ; dans cette maison une femme fabrique ces colliers pour touristes vendus au souk...

(1) CAPMAS - The 1976 Population Census. Ce ne sont pas les seules aberrations des statistiques sur les femmes...
(2) Déclarer moins de personnel qu'il n'en existe réellement est courant dans beaucoup de pays. Considérer les femmes spécialement comme des "1/2 employés" dérive peut-être d'un certain schéma mental...

Avoir la mesure exacte de ce travail non déclaré est sans doute difficile : de par sa nature même, une telle mesure nécessiterait une méthode plus anthropologique que statistique, d'autant que ces travaux sont souvent sporadiques, irréguliers. Néanmoins une donnée qui donne à réfléchir est celle recueillie dans un quartier populaire du centre-ville, Boulac : interrogées lors d'une enquête, seulement 6 % des femmes ont déclaré être actives. En réalité, après un travail de terrain de longue haleine, il s'est avéré que 3/4 des femmes avaient une activité rémunérée : les 6 % qui s'étaient déclarées actives étaient salariées, 21 % effectuaient un travail à façon à domicile, 27 % effectuaient des services domestiques et d'autres services, 7 % étaient petites commerçantes, et 14 % avaient une activité sporadique (1).

Ainsi les femmes contribuent de façon substantielle au revenu familial, "la sévérité coranique cédant parfois devant la nécessité", comme le dit Ayrout (2). Etant donné les conditions d'exploitation dans lesquelles elles effectuent le plus souvent ces divers travaux - mais nous avons entendu l'un de leurs employeurs nous expliquer que les payer peu pour tel travail à domicile était normal car "elles font ça pendant qu'elles sont chez elles et qu'elles n'ont rien d'autre à faire" (!) - et étant donné le peu de temps dont elles disposent dans la journée entre la lessive, les repas, les courses, l'eau, et les enfants (beaucoup de femmes ont encore 8 à 10 grossesses), on comprend l'importance vitale que doivent avoir pour le ménage les quelques livres gagnées ici ou là. Le BIT estime ainsi que le revenu réel des ménages est un tiers supérieur à ce que révèlent les statistiques, si l'on tient compte du travail de la femme et des enfants (3).

2. LA FEMME EGYPTIENNE, L'INDISPENSABLE GESTIONNAIRE DU MENAGE

Tout aussi important que la contribution financière de la femme au revenu du ménage, est le mode d'utilisation des ressources monétaires qu'elle en fait. Les travaux d'anthropologie sur l'Egypte se sont tous

(1) B. Ibrahim, H. Papanek. Economic Participation of Egyptian Women. USAID, Cairo, 1982 (non publié) : 97.

(2) Ayrout. Fellahs d'Egypte. Ed. du Spinx, Le Laire, 1952 : 147.

(3) I. el Issawy. Employment inadequacy in Egypt. ILO mission to Egypt, sept. 1980.

étonnés des grandes capacités de gestion des femmes égyptiennes, traditionnellement, dans les campagnes. La femme est considérée comme une excellente "manager" de sa maisonnée, qui sait notamment prévoir, économiser, qualités qui ne sont pas attribuées à son époux ! Ainsi Ammar nous dit : "although the wife seems subordinate, she is the absolute manager of the house. She is the treasurer of the crop, money, legal documents, and the holder of the keys of the chests" (1). Willcocks nous apprend qu'au début du siècle les femmes savaient si bien gérer leur fortune qu'elles étaient leurs principaux créanciers, après la banque et avant les usuriers grecs : les femmes prêtaient à des taux de 20 % à leurs propres maris (2). Ce même Willcocks allait même jusqu'à dire que lorsqu'ils ont leur femme avec eux, les fellahs peuvent se défendre contre n'importe quoi. Ce n'est que lorsqu'ils agissent d'eux-mêmes qu'il leur arrive malheur... Le fellah est capable de se débrouiller grâce à sa femme" (3). Plus récemment, Ayrout n'hésite pas à affirmer que "les femmes sont plus intelligentes que les hommes", et que "ce qui lie l'homme à la femme, c'est son savoir-faire et son autorité qui le dépassent souvent", et qu'"elle a moins besoin de son mari que lui n'a besoin d'elle" (4).

Ce que ces affirmations veulent exprimer, certes sur un ton un peu excessif, c'est que la survie économique du ménage est attribuable en grande partie aux dons de gestion déployés par la femme égyptienne. Ce qui peut sembler étonnant, à sa voir les différences de comportement face à l'argent pour les deux sexes, peut pourtant s'expliquer :

- la femme vit toujours dans la crainte du divorce, si facile et si courant en Egypte (un mariage sur quatre finit ainsi). Par conséquent, n'exerçant aucune activité salariée, la femme se voit obligée, pour assurer son avenir en cas de séparation, d'économiser, de gérer au mieux les biens qui lui appartiennent.

- il semble qu'il y ait également un modèle culturel qui s'impose ici.

Ammar nous explique qu'en Egypte, le "type idéal" masculin est celui

(1) Ammar. *Growing up in an Egyptian village*. Routledge and Kegan Paul, London, 1952.

(2) Dans l'Islam, la femme a l'entière liberté de gestion de ses biens.

(3) Willcocks. Le fellah et sa femme sur les terres d'Egypte. Bulletin de la société de Géographie d'Egypte, juin 1917.

(4) Ayrout, *op. cit.* : 147, 166.

d'un homme généreux, qui donne, et n'accumule pas (1). La générosité, l'hospitalité, sont ainsi vues comme des attributs d'"autorité, de prestige, et de reconnaissance sociale" (2). Au contraire, la femme, pour contrebalancer les effets de l'excessive générosité supposée de l'homme, doit se montrer prévoyante. Ainsi nous dit-il que "the man is expected to be generous and showy, while the woman is supposed to be frugal and industrious", ce que le proverbe égyptien traduit par "l'homme est comme un fleuve en crue, la femme comme une digue" (3).

En ville, aujourd'hui, dans une situation économique précaire, la femme est d'autant plus contrainte de jouer ce rôle de "digue" que peu de "garde-fous" existent en milieu urbain : pas question de compter sur l'auto-production agricole en cas de manque de liquidités pour acheter de quoi manger, pas question de laisser les enfants sans repas parce que le mari, travailleur à la journée ("arzo'i") comme beaucoup, sera rentré aujourd'hui sans avoir trouvé d'employeur (beaucoup de ces "arzo'i" ne travaillent que 3 jours par semaine), ... Ce sont donc des trésors d'ingéniosité que doivent déployer les femmes pour des exercices d'arithmétique où les dépenses dépassent toujours les recettes.

Outre ce comportement de prévoyance, l'allocation des ressources effectuée par la femme mérite aussi l'attention. Plusieurs études ont révélé que l'utilisation faite par la femme des ressources financières était dirigée avant tout vers des dépenses de santé, d'hygiène, d'éducation des enfants, alors que l'homme garde entre 1/3 et 1/5 de son salaire pour ses frais personnels, et qu'une augmentation de son revenu ne se traduit pas forcément par une augmentation de bien-être pour la famille, mais par un accroissement de ses biens personnels ou de biens de prestige. Les femmes se plaignent ainsi souvent : "il gagne 2 livres par jour, mais il me dépense la moitié en chemin", ou : "au lieu d'acheter une machine à laver, il est allé m'acheter une télévision". C'est que l'homme, qui est hors de chez lui toute la journée, est exposé à

(1) Certains ont même voulu démontrer que c'était cette répugnance à accumuler qui avait empêché le développement d'un vrai capitalisme dans les pays arabes.

(2) Ammar, *op. cit.* : 82.

(3) On a voulu donner à ce différentiel de comportement face à l'argent une raison plus profonde, historique : dès l'Antiquité, Hérodote note que ce sont les femmes qui règlent le commerce, les hommes étant toujours mobilisés dans les corvées. C'est donc les femmes qui se seraient, les premières, occupées des problèmes de gestion monétaire.

des dépenses - qui sont aussi dépenses de prestige, ou de sociabilité - qu'une femme n'aura pas : thés pris dans les lieux publics, cigarettes et hashish (5 % du budget familial y sont consacrés (1), transports... En outre l'homme doit pouvoir afficher un certain statut social, d'où des dépenses personnelles - comme des vêtements, qui en sont l'un des signes les plus lisibles - élevées ; d'où aussi des dépenses de prestige comme la télévision, au lieu d'un butagaz... (2).

3. LE PRECIEUX TEMPS DES FEMMES

Des études menées dans les pays occidentaux depuis plusieurs années ont mis à jour l'importance du travail domestique des femmes pour ce qu'on a baptisé la "reproduction" de la famille. Or, si le temps quotidien consacré aux tâches ménagères est déjà énorme, ce temps se trouve décuplé dans une situation de crise urbaine et de pauvreté extrême.

Ainsi pour l'approvisionnement quotidien en eau. En 1981, un tiers des ménages du Caire n'étaient pas connectés au réseau d'eau. Plus grave, dans certains quartiers, 90 % n'étaient pas raccordés, et 67 % habitaient un immeuble non raccordé au réseau (3). C'est que, malgré les efforts des pouvoirs publics pour agrandir le réseau d'approvisionnement en eau, la ville croît à un tel rythme que chaque année de nouveaux quartiers apparaissent, quartiers "informels" construits sans autorisation, et par conséquent non habilités à faire des demandes de raccordement. En outre le réseau d'eau est tellement "piraté" par les constructeurs illégaux, par ceux qui rajoutent plusieurs étages aux immeubles déjà existants, que les coupures sont fréquentes, et peuvent durer des mois, voire des années.

Ainsi, à Mansheyet Nasser, quartier spontané à l'est de la ville, pratiquement aucune maison ne reçoit l'eau, alors que le quartier est équipé depuis quelques années : l'eau n'arrive tout simplement pas dans les canalisations... Le quartier compte 75.000 habitants, et les points d'eau - fontaines publiques, maisons de particuliers - ne se trouvent qu'à la limite ouest du quartier, le long de la route. Les aller-retours

(1) CAPMAS. Assembled Results of the 4 Rounds Household budget survey in the ARE. 1974-195, Tableau 43.

(2) L'opposition entre la façon de gérer les ressources du ménages entre hommes et femmes n'est pas typiquement égyptienne, et se retrouve dans d'autres pays, pour ne pas dire tous les pays.

(3) Dames and Moore, *op. cit.*

à la fontaine peuvent ainsi prendre des heures chaque jour : c'est qu'une famille de 5 personnes a besoin de 5 à 6 "bastellas" par jour (contenants de 30 litres), 15 les jours de lessive (1 à 2 fois par semaine). Et la fontaine peut se trouver à 20 minutes de marche du domicile... (1).

Pour l'alimentation, le temps consacré à l'approvisionnement quotidien est tout aussi exagéré. C'est que le gouvernement a mis en place une politique de subventions aux produits de base - pain, riz, sucre...- qui rendent ces produits accessibles aux plus démunis : sur le marché libre ils coûtent 3 à 5 fois plus cher. Ainsi, alors que l'indice des prix alimentaires en ville a quadruplé de 1971 à 1981, celui des produits subventionnés est resté stable. Le pain, par exemple, garde son prix, aujourd'hui devenu symbolique, de une piastre, depuis des années. Si un ménage urbain consacre 50 % de son revenu à l'alimentation cette part s'élève à 60 % et plus pour les familles les plus pauvres : on voit donc toute l'importance de l'accès aux produits subventionnés pour les plus pauvres.

Or ces produits sont vendus dans des magasins d'Etat, des coopératives, et il faut faire de longues queues pour se procurer ces produits. Et les familles les plus pauvres sont celles qui se voient obligées d'y passer le plus de temps :

- les femmes les plus aisées peuvent se permettre, pour éviter les longues attentes, d'acheter l'huile ou le sucre chez l'épicier du coin ; pour les plus pauvres, ce serait hors de leurs moyens, sauf de façon exceptionnelle.
- les femmes plus aisées peuvent acheter le maximum de ration autorisé lors de l'arrivée d'un produit rare, ou pour les produits les plus courants, et les stocker. Les femmes plus pauvres, soit ne disposent pas d'assez de liquide chaque jour pour acheter de grosses quantités, soit ne disposent pas des facilités de stockage (frigo) pour le faire: elles doivent donc s'approvisionner beaucoup plus souvent.
- dans les nouveaux quartiers spontanés qui se construisent à la périphérie de la ville, il n'y a pas encore de ces magasins et coopératives d'état. Les femmes sont donc obligées d'acheter aux épiciers du

(1) Pour de riches informations sur les problèmes posés par le manque d'eau : A. Nadim et al., Living without water, Cairo Papers in Social Science, Cairo University Press.

quartier, donc plus cher, ou bien de faire de longs transports pour avoir accès à un magasin d'état.

- pour éviter les longues queues, beaucoup payent une personne qui fait la queue à leur place, et les familles influentes "backchichent" les préposés à la distribution qui leur réservent des produits en priorité. Tactiques hors de portée de tous ...

Toujours dans le domaine alimentaire, et dans celui du temps des femmes, il faut signaler les activités de petit élevage pratiquées par nombre de citadins. On estime à 80.000 le nombre de femmes élevant des poules, des chèvres, ou des lapins, ce qui permet (en comptant 5 personnes par famille en moyenne) à 400.000 personnes de manger de la viande, des oeufs, des produits laitiers, ce qui, autrement, est un petit luxe (le kilo de viande coûte 3 à 5 livres). Ce petit élevage permet notamment de pallier un manque de protéines du régime alimentaire en milieu urbain mis à jour par les nutritionnistes.

4. LES FEMMES, A LA BASE DES RESEAUX DE VOISINAGE

Mais un autre domaine où le rôle des femmes est primordial, quoique plus subtil, car mesurable ni en livres ni en heures, est leur fonction d'instigatrices de réseaux sociaux fondés sur le voisinage, et qui conditionnent largement la survie - tant matérielle que sociale - des populations urbaines défavorisées.

L'importance du réseau familial a déjà été soulignée pour nombre de villes du Tiers Monde, et pour le Caire en particulier : accueil du migrant rural par des parents, insertion professionnelle grâce à l'aide d'un oncle, d'un cousin, aide financière apportée en cas de besoin, etc... Mais, au Caire, "c'est le voisinage immédiat qui constitue, après la famille, l'institution la plus importante pour l'ajustement à la ville" (1). Andrea Rugh notait, lors de son étude sur Boulac : "a financial crisis in a single domestic unit does not confine itself to that unit alone. Instead it tends to be spread out and borne by others in the community as well. Social pressures encourage people who have resources to share them with people who temporarily or permanently do not". Et elle

(1) J. Abu-Lughod. Migrant adjustment to city life : the case of Cairo, in G. Breese (ed), The city in newly in newly developing countries, Princeton University Press, 1969.

relève de nombreux exemples de cette "solidarité de voisinage" : tel homme, accidenté, incapable de travailler, vivant de la charité des voisins, telle veuve à qui l'on donnera, pour l'aider, du linge à laver, etc...

Cet esprit de solidarité n'est pas tant un attribut folklorique de populations considérées comme vivant encore sur un mode de vie "traditionnel" qu'une nécessité économique dictée par les conditions de vie très précaires des populations pauvres au Caire, qui n'ont pas d'autre système d'"assurance sociale". Les habitants le reconnaissent eux-mêmes: "Ici, c'est comme au village. Nous connaissons nos voisins et nous nous aidons. A Qulali c'est différent : les gens sont plus riches et vivent plus repliés sur eux-mêmes. Ils sont plus forts et n'ont pas besoin de l'aide des autres".

Mais le voisinage n'est pas seulement le lieu d'une entraide bénévole, il fonctionne aussi comme véritable réseau économique. Ainsi, c'est le voisinage qui constitue la clientèle des artisans et de ceux qui travaillent à leur compte : tailleurs, menuisiers, réparateurs... Ceci a été découvert lors d'opérations de relogement de populations pauvres dans la ville : l'une des principales causes de la réticence manifestée à déménager s'étant révélée être que les travailleurs indépendants perdaient du même coup tout leur réseau de clients.

De même, la petite industrie, lorsqu'elle ne fonctionne pas sur des bases familiales, fonctionne sur des critères de résidence : on embauchera le fils du voisin, car lui au moins n'est pas un "étranger", pour reprendre le langage local : on connaît sa famille, ses parents, sa maison, ...

Enfin, le voisinage fonctionne comme un important réseau financier, souvent premier réseau d'emprunt, avant la famille, car "les voisins, on les voit tous les jours". Notamment, l'une des principales stratégies de gestion du budget familial est la constitution par les femmes de "gamiyyas", tontines égyptiennes, auxquelles elles participent aussi bien pour un achat important - matelas, butagaz - que, de façon quotidienne, pour de petits achats.

On le voit, le voisinage a une fonction essentielle pour la survie économique dans les quartiers populaires. Or les principaux artisans de la solidarité de voisinage sont les femmes, à qui "appartient" le quartier pendant la journée, alors que les hommes sont au travail. Ce sont les femmes qui animent les quartiers de résidence - par leurs aller-

retours au souk, à la fontaine, par les après-midi passés sur le pas de leur porte à nettoyer des lentilles ou du riz, par les lessives faites sur les terrasses des maisons, souvent en commun (1). C'est donc d'elles que dépend principalement l'existence d'un bon climat de voisinage.

L'existence d'une bonne entente avec le voisinage n'a pas seulement une fonction économique : elle permet aussi aux habitants de se sentir vivre dans un environnement agréable. Car vivre en harmonie avec ses voisins est une nécessité culturelle en quelque sorte (2) : dans les quartiers populaires, pour exprimer qu'ils n'aiment pas le quartier où ils vivent, les habitants disent souvent : "Ici, c'est chacun pour soi. On ne connaît même pas ses voisins". De même, des études sur le degré de satisfaction des populations dans les quartiers sous-intégrés ont révélé que la présence d'un environnement social agréable contrebalançait toujours les désagréments physiques (manque d'espace, d'infrastructures, ...) (3). Les femmes seraient donc responsables de bien plus que du bien-être matériel : en créant un climat de bonne entente dans le quartier, elles permettent aux habitants de dire, comme on l'entend dire parfois : "Ici, on est tous de la même famille, on est tous frères".

CONCLUSION

L'étude du rôle des femmes pour la survie de la famille dans un contexte de crise urbaine aiguë et de grande pauvreté démontre l'obligation de multiplier les approches et les types d'analyse dès lors que l'on veut saisir de façon concrète un problème économique donné. Ainsi, la nécessité d'aller au-delà des chiffres fournis par les statistiques - et d'importants travaux sur le "secteur informel" vont dans ce sens ; l'importance des études de la consommation, et non plus uniquement du revenu, pour évaluer le degré de satisfaction des populations ; la nécessité de considérer le temps comme une ressource, et d'intégrer cette donnée aux données strictement financières, car là aussi les iné-

(1) J. Abu-Lughod (*op. cit.*) a beaucoup insisté sur le rôle des femmes dans le quartier de résidence.

(2) Ayrout rapporte une anecdote révélatrice à cet égard : une fillette à qui l'on avait montré un dessin de maison en lui demandant ce qu'il lui manquait s'était écriée : "mais il manque les voisins", comme si ceux-ci faisaient réellement partie des attributs de toute maison.

(3) Rapporté dans A. Nadim, *op. cit.*

galités sont grandes (l'étude du temps nous renvoyant à des études sur l'environnement physique, dont il n'est tenu compte que pour l'étude des économies rurales (1)); enfin l'importance de l'étude des réseaux sociaux dans lesquels sont insérés les individus, qui seuls rendent compte du fonctionnement de cette économie "informelle" dans les villes, circuits de circulation d'hommes, d'argent, de biens, qui échappent aux analyses économiques traditionnelles ; et pour finir, l'impératif d'aller au-delà des dimensions purement matérielles des problèmes de développement, pour saisir de plus près la façon dont les habitants vivent la ville : avec le sourire ou pas.

(1) Mais les récentes recherches du CIRED sur les villes préconisent une prise en compte de l'environnement physique dans les études sur l'économie urbaine, la ville devant être considérée comme un écosystème particulier.

RÉSUMÉ

L'auteur montre comment dans les situations de dénuement et de crise urbaine, les femmes jouent un rôle de tout premier plan : non seulement par leur apport financier au revenu du ménage, mais également par leur mode d'utilisation des ressources monétaires, par le temps excessif qu'elles consacrent aux tâches domestiques et surtout pour le rôle qu'elles jouent comme instigatrices de réseaux sociaux fondés sur le voisinage et dont l'utilité n'est pas seulement matérielle.

ABSTRACT

The author shows how women in situations of poverty and urban crisis play an absolutely crucial role : not only through their financial contribution to household income, but also through their utilization of cash resources, the excessively long time they devote to household chores, and more importantly because of their role as initiators of social neighbourhood networks which are useful in material, but also in other aspects.